



**Facebook, Twitter, Al-Jazeera
et le “Printemps arabe”**

SOUS LA DIRECTION
DE FRANCOIS-BERNARD HUYGHE

CHERCHEUR A L'IRIS



Révolution 2.0 : du Web au politique

Après l'affaire Wikileaks, voici une justification supplémentaire à l'existence de cet observatoire : les révolutions arabes vite qualifiées de « Révolutions 2.0 ».

Au moment où nous écrivons, nous sommes sans doute à mi-chemin entre la première surprise, personne n'avait rien vu venir, et des leçons plus générales. Il faudra les méditer lorsque nous saurons, d'une part ce qu'il en sera du « Printemps arabe » avec le taux de réussite, d'échec ou de compromis des mouvements démocratiques, et d'autre part quand nous verrons mieux si le modèle – des réseaux sociaux se transformant en mouvements de révolte efficace – dure et s'exporte. Reste une question de fond : quel rapport entre des forces politiques et sociales, et des outils techniques ? Il est évident qu'Internet change nos façons de vivre ensemble et *a fortiori* sous sa forme que l'on a baptisée Web 2.0, reposant sur le principe « tous émetteurs, tous connectés, tous coopérant » et sur le « partage » que ce soit des vidéos, des expériences quotidiennes ou des indignations révolutionnaires.

Des masses, apparemment sans chef et qui ne sont pas organisées sous la forme traditionnelle du parti, s'emparent d'outils de communication et en font des armes de contestation. Mais en retour, ces outils favorisent des manières de penser en commun, de décider, de lutter (elles suscitent des stratégies et des contre-stratégies de l'adversaire), donc ils transforment ce qu'il faut entendre par engagement ou révolte.

Dans ce numéro qui appellera sans doute une suite, nous avons choisi de ne pas jouer au jeu un peu vain qui consisterait à attribuer une sorte de coefficient au facteur Internet dans le déclenchement des révoltes par rapport à d'autres qui seraient la démographie, la situation économique objective, le taux d'alphabétisation ou le courage des « vrais gens » face à la police... Facebook, Twitter et Al-Jazeera : quel rapport avec quelle révolution ? Telle est la question que nous avons posée à des témoins et experts...

François-Bernard Huyghe



Tunisie, Égypte, Libye : À chaque révolution sa communication

Entretien avec Mathieu Guidère
Professeur titulaire de la chaire d'Islamologie et pensée arabe
à l'Université de Toulouse II
Propos recueillis par Pierre-Yves Castagnac

IRIS : Quels sont les éléments communs de la contestation en Tunisie et en Égypte ?

Mathieu Guidère : Dans ces deux situations, Internet a été massivement utilisé de manière subversive. Je dis « subversive » parce qu'on ne constate pas de grandes différences avec le mode de fonctionnement observé chez certains groupes radicaux. Dans le cas tunisien, des communautés virtuelles visant à renverser l'ordre établi sont apparues du jour au lendemain à propos d'événements ponctuels, autour d'individus en particulier, ou bien encore autour d'actions spécifiques. Ces communautés sont relativement volatiles. Mais la durée n'a pas d'importance, c'est le caractère mobilisateur de l'action qui compte : à partir du moment où l'action est menée, c'est terminé. On passe à autre chose. Dans le cas égyptien, il s'est produit le même phénomène mais différemment. La pénétration d'Internet étant moins importante, la mobilisation a été surtout menée sur les réseaux sociaux. Ils sont relativement fermés, plus difficiles d'accès, comme celui des Frères musulmans, ce qui n'est pas le cas en Tunisie où les internautes étaient présents sur de l'Internet ouvert (blog, forum, Facebook).

IRIS : Comment évoluent les individus au sein de ces communautés virtuelles ?

Mathieu Guidère : L'individu reste fidèle à lui-même : son action subversive suit une certaine cohérence. Une fois que l'action ou l'événement n'est plus d'actualité, le pseudonyme va migrer vers d'autres groupes, mais ces derniers gardent un lien perceptible avec le mobile d'origine. Un pseudo lié à un événement restera lié à l'événementiel, un pseudo géolocalisé à tel endroit restera lié à une zone géographique, etc. Il est cependant possible de distinguer deux groupes parmi les « révolutionnaires » qui, pour autant, ne s'excluent pas. Il y a d'un côté, ceux qui protestent et qui contestent via Internet (les propagandistes), et ceux qui vont plus dans l'action de terrain (les activistes). Les deux groupes convergent lors des grandes manifestations.

IRIS : L'Égypte a, à un moment donné, coupé l'accès à Internet. Pourquoi l'avoir fait ? Et quelles ont été les conséquences ?

Mathieu Guidère : Il faut savoir que tous les pays peuvent, à un moment ou un autre, couper Internet. Cela est possible car le système est relativement centralisé. Une poignée d'hommes peut ainsi ouvrir ou fermer l'Internet. En Tunisie, ce contrôle passait par les proches de Ben Ali ; en Égypte, par les proches de Moubarak. À partir de là, un gouvernement peut fermer le robinet. Le régime de



Ben Ali n'a pas essayé de couper Internet parce qu'il estimait plus intéressant de récupérer les informations personnelles des internautes. Ce régime était très en avance sur ce point car il avait mis en place des « mouchards » qui récupéraient les mots de passe des utilisateurs. En réponse, les sociétés de services comme Facebook, Google ou Yahoo ont réagi. S'estimant neutres politiquement, elles ont répondu techniquement en développant des solutions qui empêchaient le piratage de leur système.

En Égypte, c'est différent. La solution n'a pas été de récupérer le contenu des échanges, mais plutôt de couper le moyen de communication lui-même. L'Égypte avait vu l'expérience tunisienne et constaté que cela n'avait pas marché. Les responsables ont donc choisi une solution radicale : couper Internet. Ils ont dit qu'ils pouvaient le faire et ils l'ont fait, du moins pendant un moment. La révolution en Égypte a pu se poursuivre car il y avait des soutiens occidentaux qui ont mis en place des solutions palliatives. Ainsi, Google et Twitter ont mis en place un système permettant aux Égyptiens d'envoyer des messages par téléphone, en contournant le blocage d'Internet.

IRIS : Comment ont réagi les Frères musulmans en Égypte à ces troubles politiques ?

Mathieu Guidère : Les Frères musulmans sont de grands consommateurs d'Internet et utilisateurs de réseaux sociaux. Au cours des dernières semaines, des voix se sont élevées au sein de cette communauté pour critiquer Facebook ou Twitter. Ils estiment que ces réseaux ne sont pas suffisamment sécurisés. La police ou les services de renseignement peuvent trop facilement les infiltrer et les surveiller. C'est pourquoi, ils n'ont pas conseillé à leurs membres d'utiliser Facebook de manière extensive avec leur vrai profil ou leur vrai nom. Ils les ont, au contraire, incité à s'inscrire sur « Ikhwan Book », qui est le Facebook des Frères musulmans. Il permet d'échanger en arabe et en toute sécurité. Cela a été possible parce que les Frères musulmans disposent de très bons informaticiens.

IRIS : L'accès Internet en Libye est très faible. Est-ce que cela peut avoir un impact dans la communication intra-révolutionnaire ?

Mathieu Guidère : Non, je ne crois pas, sauf chez la diaspora libyenne. Et pour une raison toute simple : la pénétration Internet est très faible car l'investissement dans l'infrastructure a été volontairement limité. La Libye a, en revanche, un bon réseau de communication téléphonique, mais le gouvernement libyen ne peut pas le couper, car lui-même l'utilise. Enfin, il y a surtout le système tribal de communication qui est beaucoup plus efficace qu'Internet ou toute autre forme de communication. Quand on prend une tribu comme les Warfalla, qui est la plus grande tribu libyenne avec plus d'un million de membres, il suffit que le chef dise un mot pour qu'il soit diffusé dans l'ensemble de la communauté. On se retrouve donc dans une situation où les gens sont très bien informés... sans nécessairement avoir besoin de communication moderne.

En résumé, dans chaque pays, la population a répondu avec les mêmes moyens que le pouvoir : Internet contre Internet, téléphone contre téléphone... ou encore dromadaire contre dromadaire. C'est un peu caricatural, mais vrai. Le peuple s'adapte en fonction des « armes » à sa disposition.

IRIS : Est-ce que les extrémistes sont présents dans ces révolutions ?

Mathieu Guidère : Oui, tout à fait. Ils sont peu présents sur le terrain, mais très présents sur la toile. Depuis le début de la révolution tunisienne, il y a eu deux messages du numéro 2 d'Al-Qaïda (Zawahiri) et trois messages du chef d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (Droukdal). Cinq messages en



si peu de temps, c'est considérable ; sans parler des sous-chefs ou d'autres responsables affiliés qui ont également réagi. Il faut rappeler qu'Al-Qaïda a toujours été organisée médiatiquement. Chaque branche de l'organisation a sa société de production pour la diffusion de vidéos, l'enregistrement de bandes audio, etc. Pour donner un exemple, la société de production d'AQMI s'appelle Al-Andalus, et c'est elle qui s'occupe de toutes les vidéos d'otages, des communiqués, des forums... C'est elle qui gère, en gros, la propagande du groupe. Les services comm' des organisations terroristes sont bien rodés. Il ne peut en être autrement car l'existence même de ces groupes dépend de l'impact médiatique des actions. Pour en revenir à Internet et aux révolutions, il n'y a pas aujourd'hui de chef islamiste qui se distingue sur la toile ou qui détienne une position de leadership dans ces événements.

IRIS : Comment se positionne Al-Qaïda vis-à-vis du « Printemps arabe » ?

Mathieu Guidère : Al-Qaïda soutient de façon claire et nette les événements en cours tant sur le plan idéologique que médiatique et opérationnel. Le chef d'AQMI, par exemple, a dit très clairement qu'il ferait tout son possible pour aider la population à lutter contre le régime de Kadhafi. Et je pense qu'il le fera : il en a la volonté et la logistique. Cependant, si Al-Qaïda ou des groupes radicaux djihadistes sont présents dans ces mouvements révolutionnaires, ils n'en sont ni les initiateurs, ni les opérateurs en chef. Cette réticence à s'afficher plus ouvertement s'explique par le fait qu'ils ont peur d'être rejetés par la population, mais aussi et surtout, d'être utilisés comme prétexte par les régimes en place pour se maintenir au pouvoir.

* * *



La révolution du “live”

Par Alice Antheaume

*Journaliste et responsable de la prospective et du développement international
à l'École de Journalisme de Science Po Paris*

Début 2011, les internautes du monde entier cliquent de façon frénétique sur les contenus qui racontent les révolutions en Tunisie, en Égypte et en Libye. Pourtant, ce sont des sujets *a priori* difficiles d'accès, compliqués, internationaux, aux enjeux diplomatiques, politiques, et géographiques épineux pour le grand public.

Mais cette fois, s'opère un changement de paradigme. Pour suivre l'actualité dans les pays arabes, les sites d'infos généralistes, en Europe et aux États-Unis, ont mis en place une couverture médiatique inédite, réactualisée en permanence via une nouvelle narration. Une narration qui agrège du texte, des photos, des vidéos, des messages sur les réseaux sociaux. Une narration interactive qui évolue en temps réel. Les professionnels du numérique appellent cela des « live », ces formats éditoriaux qui permettent de suivre, minute par minute, les derniers développements sur les soulèvements ou toute autre actualité à l'instant « T ». Chaque macro et micro événement y est relaté, de la déclaration du président égyptien Hosni Moubarak, estimant que « *si (il) par(t), ce sera le chaos* », aux images de Mouammar Kadhafi assurant sous son parapluie qu'il est bien à Tripoli, en passant par la dépêche d'une mission humanitaire en Libye.

Cette narration passe par un outil spécifique, baptisé « *Coveritlive* » (couvrir en live) ou « *Scribblelive* » (prendre des notes en live), que les journalistes insèrent dans les pages de leur site d'informations. Pas besoin de cliquer pour réactualiser la page. En ligne, les internautes voient les dernières informations « tomber » automatiquement, comme dans le flux d'actualités de Facebook.

Vive le “networked journalism” !

C'est l'une des manifestations de ce que Charlie Beckett, journaliste et directeur du programme Polis à la *London School of Economics*, appelle le « *networked journalism* », ou journalisme en réseau. Un concept né d'un constat : en ligne, lecteurs et journalistes vivent dans le même monde et les liens qui se nouent entre eux permettent de construire l'information de façon collaborative. « *Le networked journalism est un processus et non un produit* », déclare Charlie Beckett.

Un processus de production de l'information, dans lequel professionnels et amateurs échangent et partagent de A à Z. Les journalistes, pas plus que les lecteurs, ne connaissent la suite au moment où ils écrivent, et pourtant, ces actualités fonctionnent comme des séries télévisées, avec un air de revenez-y, comme s'il était indiqué « à suivre » à la fin de chaque épisode. Avec, toujours, cette question en suspens concernant les dirigeants des pays : partiront ? Partiront pas ?



Toutes les données (volume, durée) le montrent : l'audience n'a jamais autant accroché à cette façon de raconter, en ligne, l'actualité, au fur et à mesure que se déroule l'histoire – et l'Histoire. Et ce, pendant des semaines et des semaines, une durée inhabituellement longue : d'habitude, les « live » se déroulent le temps d'un dimanche électoral ou d'un match de foot.

Sur lefigaro.fr, le 4 février 2011, l'article le plus lu du site s'intitule « *Des millions d'Égyptiens manifestent dans le pays* ». C'est le récit réactualisé en permanence de la journée. Lors des vacances scolaires de février, lemonde.fr annonce avoir battu des records d'audience avec la Libye. « *Plus de 5 000 personnes se sont connectées en permanence à nos directs sur la Libye, avec des pointes supérieures à 10.000 lors de moments forts, comme le discours de Kadhafi mardi, peut-on lire sur le site le 25 février 2011. La révolte en Libye a même attiré plus d'audience sur lemonde.fr que les révoltes en Tunisie et en Egypte.* »

Autre élément d'explication de cet appétit du Web pour les révoltes du monde arabe : le format « live » est, quelque soit le sujet, international ou pas, presque toujours l'un des contenus les plus vus d'un site d'infos. D'abord parce que c'est un appât pour les consommateurs d'infos, à qui l'on promet de faire vivre l'actualité comme s'ils y étaient, ensuite parce que ce type de format, très mobilisateur en termes de ressources dans une rédaction, bénéficie d'une visibilité importante en étant disposé tout en haut de la page d'accueil des sites d'infos. Selon les estimations, un « live », quelqu'en soit le sujet, concentre au minimum 25 % du trafic général du site.

Révolution 2.0 : l'Histoire en direct

« *Les internautes qui suivent notre couverture en temps réel de l'Égypte en ont conscience : ils assistent, en direct, à un événement historique* », estime Nabil Wakim, journaliste au Monde.fr.

Et les sites d'infos de l'Hexagone ne sont pas les seuls à en bénéficier, les réseaux sociaux aussi. « *Lors des événements en Tunisie et en Égypte, nous avons eu une hausse exceptionnelle du trafic sur Twitter depuis les pays d'Afrique du Nord* », explique Othman Laraki, le directeur de la géolocalisation et de la recherche sur Twitter. Dans quelles proportions, on ne le saura pas, les chiffres n'étant pas publics, mais « *le pic d'audience a été impressionnant* », reprend Othman Laraki. « *Toute une communauté africaine a débarqué en masse* ». Pour ce dirigeant de Twitter, c'est le même scénario qui se répète : « *Dans beaucoup de pays, Twitter n'en est qu'à ses débuts. Et partout où notre croissance a pu débuter, c'est parce qu'il s'est passé, dans l'actualité, de l'instantané* » qui se raconte en... « live ».

* * *



Liberté place Tahrir

Entretien avec Mahmoud Hussein*
Pseudonyme commun d'Adel Rifaat et de Bahgat Elnadi
Politologues et islamologues
Propos recueillis par Pierre-Yves Castagnac

IRIS : Comment avez-vous vécu les événements qui ont secoué l'Égypte ?

Adel Rifaat : En dix-huit jours, nous avons rajeuni de trente ans. Une des choses qui nous a le plus frappés, c'est l'aspect inattendu, l'aspect impensé de cette révolution. Ses acteurs eux-mêmes étaient émerveillés, surpris d'être là, ensemble, libres, d'avoir osé faire ce pas et de découvrir à quel point, ils étaient proches les uns des autres... Musulmans et chrétiens, croyants et laïcs, hommes et femmes, qui faisaient corps, qui faisaient peuple. Les gens se disaient : « *nous n'aurons jamais plus peur, nous ne serons jamais plus seuls, chacun dans son coin... Nous savons maintenant que nous avons les mêmes rêves* ».

Bahgat Elnadi : Pour reprendre un slogan publicitaire qui a fait fureur il y a vingt ans : « *cette chose, nous l'avons rêvée, la jeunesse égyptienne l'a faite* ». Depuis les combats que nous avons menés, au cours des années 1950 et 1960, avec tant d'autres qui sont morts depuis, nous continuons de rêver... Mais cette révolution est allée au-delà même de nos rêves.

IRIS : Pourquoi les révolutionnaires ont-ils choisi le 25 janvier pour lancer le mouvement ?

Bahgat Elnadi : Il y a eu d'autres tentatives avant cela. Elles ont amorcé le mouvement. Le 25 janvier commémore un acte héroïque de la police égyptienne, qui, en 1952, avait refusé de livrer des fédajins aux forces d'occupations britanniques. Il s'en était suivi des combats. Bilan final : une cinquantaine de mort et une centaine de blessés côté égyptien... Près de soixante ans plus tard, les révolutionnaires ont choisi ce jour, pour souligner le contraste entre la glorieuse police de ce temps-là et celle de Moubarak, dont les agissements criminels étaient désormais condamnés par tout le monde.

IRIS : Comment avez-vous suivi les événements ? Et où, en Égypte ou depuis Paris ?

Bahgat Elnadi : Nous sommes restés à Paris. Nous avons pu suivre les événements, bien sûr, à travers certains contacts personnels, mais de manière continue, en temps réel, à travers Internet et la télé. Ici, coup de chapeau à Al-Jazeera, car cette chaîne d'information est allée bien au delà du journalisme. Elle a pris fait et cause pour les révolutions arabes.

Adel Rifaat : Durant les tout premiers jours de la révolution, le gouvernement égyptien avait réussi à plonger les réseaux de médias personnalisés (Internet, Facebook...) dans un état quasi-cataleptique. Al-Jazeera a pris, en quelque sorte, le relais. La communication place Tahrir s'est faite, à haute voix, à travers elle. Les révolutionnaires n'étaient plus coupés les uns des autres et ils restaient en contact avec l'ensemble de la population.



IRIS : À qui doit-on attribuer cette révolution en Égypte : Facebook ou Al-Jazeera ?

Adel Rifaat : Non, la révolution, c'est d'abord le désir de liberté du peuple égyptien et la perte totale de légitimité du pouvoir de Moubarak. Facebook et Twitter ont joué un rôle important pour préparer la mise à feu, Al-Jazeera est venue compléter le dispositif, une fois l'étincelle allumée... Mais il ne faut pas confondre les acteurs politiques et les moyens techniques dont ils disposaient. Si les esprits et les cœurs n'étaient pas prêts, par millions, à répondre à l'appel des jeunes blogueurs, rien ne se serait passé.

IRIS : Vous avez connu la répression, la prison, l'exil. Comment comprenez-vous cette demande de liberté du peuple ?

Adel Rifaat: Ce désir s'est exprimé bien avant cela, tout au long du XXe siècle, mais il était assourdi, piégé, voire refoulé, par les impératifs de la lutte de libération nationale. Celle-ci passait avant la lutte pour les libertés individuelles et civiques. Il était beaucoup plus difficile de se révolter contre Nasser ou Bourguiba, les Pères de la Nation, que contre Moubarak ou Ben Ali... Mais une fois les carcans brisés, le désir de liberté, au sens moderne du terme, s'exprime avec force.

Bahgat Elnadi : L'un des jeunes révolutionnaires égyptiens, Wael Ghoneim, a défini ce désir, à peu près en ces termes : *« je veux vivre dans une société où la police, si elle vient m'arrêter, le fait avec un mandat d'arrêt délivré par la justice. J'ai un avocat. Ma famille est informée. Avant d'être éventuellement reconnu coupable, je suis présumé innocent et je reste libre. Les camps de concentration, où on est maintenu en captivité, sans motif judiciaire, des années durant, sont une honte... »* C'est l'Habeas corpus, tout simplement.

IRIS : Comment expliquer le rôle particulier joué par la jeunesse dans ces événements ?

Adel Rifaat : Au cours des années Nasser et Sadate, quelque quinze millions d'Égyptiens sont partis travailler à l'étranger, notamment en Arabie Saoudite, en Irak, dans les pays du Golfe. Leurs enfants ont pu bénéficier de l'argent ainsi gagné, pour aller dans de grandes universités, pour découvrir l'Occident, pour jouir de la liberté de penser et de parler... Ils se sont retrouvés de plain pied dans la mondialisation. La télé, Internet, les réseaux, c'est eux. Lorsque les sociétés arabes ont commencé à sentir qu'elles étouffaient sous la férule de despotes corrompus et délégitimés, les jeunes se sont trouvés là, au moment où il fallait, pour lancer le cri de ralliement.

* * *

* Mahmoud Hussein est le pseudonyme commun de Bahgat Elnadi (né en 1936) et Adel Rifaat (né en 1938), politologues et islamologues d'origine égyptienne. Militants laïcs et marxistes dès leur plus jeune âge, ils ont été incarcérés pendant cinq ans sous Nasser, avant de s'installer en France, où ils furent naturalisés en 1983. Ils sont titulaires d'un doctorat d'État en philosophie politique et auteurs de plusieurs ouvrages qui ont fait date – dont *La lutte de classes en Egypte* (1969), *Versant sud de la liberté* (1988) et *Penser le Coran* (2009). Membres du secrétariat de l'Unesco de 1978 à 1998, ils ont été pendant dix ans co-directeurs du « *Courrier de l'Unesco* », mensuel culturel international publié en 30 langues et diffusé dans 120 pays.



L'autonomisation des opinions publiques

Par Mohammed el Oifi

Maître de conférence à l'Institut d'Études Politiques de Paris

Dans la dernière livraison de la revue américaine « *Foreign Affairs* », Malcom Gladwell et Clay Shirky se sont opposés à propos du « *pouvoir politique des réseaux sociaux* » et de l'impact d'Internet, et d'une manière plus générale sur les rapports de force entre les autorités politiques et les contestataires aussi bien au niveau national qu'international.

Les enjeux de ce débat pour la conduite de la politique étrangère américaine vis-à-vis de la Chine ou de l'Iran sont d'autant plus importants qu'une place de choix est attribuée aux médias et notamment aux réseaux sociaux dans le déclenchement des révoltes arabes depuis décembre 2010. La chute des régimes tunisien et égyptien et l'ébranlement spectaculaire des structures du pouvoir dans la quasi-totalité des pays arabes appellent une explication spécifique et transversale.

L'utopie du pouvoir illimité

Les interrogations sur les origines de cet événement quasi magique, ce mystère, participent à la construction d'un mythe moderne résumé par l'expression : la « révolution Facebook ». Cette utopie puise dans un imaginaire collectif qui attribue un pouvoir illimité aux médias sur les hommes et espère transformer le réel par le virtuel en faisant l'économie de la violence consubstantielle aux processus révolutionnaires. Pour les protagonistes de ces luttes diplomatico-médiatiques mais également commerciales, le rapport de causalité entre les réseaux sociaux et les mobilisations révolutionnaires arabes est incontestable. Dans un ouvrage au titre provocateur, « Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes ? », l'historien Paul Veyne a voulu bousculer le préjugé qui enferme les anciens dans leurs croyances et qui célèbre l'émancipation des Modernes par rapport à toute construction mythologique.

À cet égard, les vertus libératrices des réseaux sociaux et les marges de manœuvres qu'ils offrent aux utilisateurs sont contrebalancées par la quantité d'informations personnelles qu'ils mettent à la disposition aussi bien des polices que des marchands. L'usage ambivalent des réseaux sociaux rappelle l'un des acquis de la sociologie des médias : la neutralité des outils technologiques. Les usages multiples et parfois contradictoires auxquels se prête l'outil dépendent moins de sa nature et de ses potentialités que des motivations et des stratégies des usagers.

D'où une certaine fragilité des hypothèses d'opportunité qui donnent un rôle primordial aux nouveaux médias dans les révolutions arabes. Elle risquent de sous-estimer les transformations sociologiques structurelles et surtout les motivations des individus. En réalité, depuis la fin des années 1990, un processus d'autonomisation des opinions publiques dans le monde arabe a transformé les rapports qu'entretiennent les gouvernés avec les gouvernants et avec les forces politiques ou idéologiques dominantes, y compris les islamistes.



Urbanisation, alphabétisation et circulation de l'information

Pour des raisons méthodologiques et politiques, ce phénomène est passé inaperçu. Or, la formation, l'autonomisation des opinions publiques et leur transformation en acteur collectif efficace sont liées à un triple processus de changement social des sociétés arabes ces dernières décennies. En effet, l'urbanisation et l'alphabétisation ont non seulement rendu possible la circulation de l'information mais ont également facilité les mobilisations sociales.

L'affrontement des régimes avec les oppositions notamment islamistes et les stratégies de communication des deux parties ont favorisé la politisation des individus et la prise de conscience de leur poids. En outre, la révolution de l'information dans le monde arabe, initiée par la chaîne d'information Al-Jazeera à partir du milieu des années 1990, a fragilisé les vérités officielles et a aidé à recomposer un champ médiatique arabe devenu pluraliste et concurrentiel, mettant fin ainsi au monopole des États sur l'information.

Ces évolutions sociologiques structurelles ont participé à l'émergence et l'autonomisation des opinions publiques arabes. Elles commencent à exercer une pression graduelle et insoutenable sur des régimes figés et les poussent ainsi vers la sortie au profit d'élites représentatives des nouvelles réalités. Après le règne des élites nationalistes qui ont plus ou moins négocié les indépendances dans l'interdépendance avec les anciennes puissances coloniales au Maroc, en Tunisie, en Égypte, au Liban, des élites militaires plus intransigeantes avec l'Occident et socialisantes ont pris l'initiative.

Élites, militaires... et opinions

Une succession de coups d'État militaires en 1952 (Égypte), 1958 (Irak), 1965 (Algérie), 1969 (Libye), 1970 (Syrie) ou en 1987 (Tunisie) ont transformé les rapports de forces politiques au profit des armées. Ces régimes ont été les premiers touchés par une délégitimation profonde annonçant une troisième ère : celle de l'empire des opinions publiques. Les slogans communs aux manifestants dans les pays arabes signifient le rejet de leurs dirigeants. Ils montrent que les peuples souhaitent choisir eux-même leurs dirigeants. Leur légitimité n'est plus liée aux luttes pour les indépendances ou aux réalisations économiques et sociales mais aux opinions publiques.

Ce déplacement des sources de la légitimité d'en haut vers le bas (le peuple) annonce l'obsolescence des anciens modes de gouvernement et l'installation de nouvelles règles qui consacrent la primauté des peuples. La tyrannie des nouveaux maîtres à savoir la multitude sera impitoyable pour les dirigeants qui, du Maroc à l'Arabie Saoudite en passant par la Syrie et l'Algérie, n'ont pas compris la fin du monde d'hier, celui de l'impunité et des privilèges.

La conséquence la plus profonde est la difficulté désormais réelle pour les spécialistes de la région de recourir à des catégories globales ou à des déterminismes pour expliquer les dynamiques politiques ou sociales. Dans le monde arabe, comme ailleurs, les opinions publiques sont fragmentées et volatiles, et soumises à une recomposition permanente. Il sera plus difficile d'annoncer « la fin du monde arabe » et celle « de l'islamisme » dans la mesure où ces catégories seront désormais ce que les opinions publiques arabes en feront, c'est-à-dire l'objet de négociations permanentes et de conflits incessants.



Nous assistons, à titre d'exemple, aussi bien en Tunisie qu'en Égypte à une normalisation et à une légitimation de « l'islam politique » notamment sa branche liée aux « Frères Musulmans ». Ceci se fait à travers la légalisation de partis politiques qui s'inspirent de cette mouvance. Rien ne permet d'annoncer l'avènement de sociétés post-islamistes sur le modèle des sociétés postcommunistes après l'effondrement de l'Union soviétique.

L'analyse, sans intermédiaire ni filtre, des discours aussi bien populaire, journalistique que savant, en langue arabe, laisse entrevoir des réalités sociales denses et complexes dans lesquelles se meuvent des individus informés, rationnels et adroits. Leur rapport à autrui ne se construit pas, comme on le prétend si souvent, sur des essentialismes culturels et religieux, mais dans l'interaction et la réciprocité.

Les révolutions populaires qui secouent le monde arabe ont une dimension internationale incontestable. Si hier, la recomposition du monde postcolonial s'est réalisée en grande partie au détriment des puissances européennes. Les processus révolutionnaires actuels annoncent une modification profonde des relations qu'entretiennent les États-Unis avec cette région.

* * *



Al-Jazeera, le “Printemps arabe” et les médias occidentaux

*Par Théo Corbucci,
Journaliste spécialiste des médias du Proche et Moyen-Orient*

Après la « révolution Twitter » iranienne, la « révolution Facebook » tunisienne, le « Printemps arabe » marque-t-il l'heure de la « révolution Al-Jazeera » ? C'est, en tout cas, ce que l'on a légitimement pu penser au vu de l'enthousiasme quasi-unanime de la presse occidentale pour la couverture audiovisuelle de la chaîne qatarie. « *Destination incontournable* » pour The Guardian, tout simplement « *impressionnant* » selon Télérama, tandis que Salon n'hésite pas à affirmer qu'Al-Jazeera rend « *évidents les échecs des chaînes d'informations câblées américaines* ».

Mais pourquoi ce soudain succès, alors que la chaîne émet depuis 1996 et a déjà couvert des conflits comme l'Afghanistan, l'Irak ou les affrontements israélo-palestiniens, sans provoquer d'autres réactions que le dénigrement, la méfiance, voire certaines critiques virulentes ?

Stratégie, innovations, réactivité et prises de risques

Ce succès médiatique est avant tout dû à quatre facteurs endogènes : une stratégie de long terme, des innovations, certaines prises de risques et une réactivité face à l'évènement.

Une stratégie de long terme tout d'abord, avec le lancement en 2006 de sa version anglophone qui, après s'être imposée comme première chaîne d'information arabophone au statut quasi hégémonique, vise à toucher un nouveau public, réparti sur la quasi totalité du globe.

Des innovations ensuite, que l'on retrouve également chez certains de ses concurrents, comme une interaction accrue entre la rédaction arabophone et anglophone, un usage efficace des réseaux sociaux à visée d'une part de collecte (demande de renseignements, de photos) et d'autre part de partage (promotion d'articles), ou encore la mise à disposition du direct sur Internet via *streaming*, ce qui permet aux personnes ne recevant pas la chaîne de pouvoir quand même la visionner.

Des prises de risques également, avec tout particulièrement la mise en place de la licence *Creative Commons* sur une partie de ses contenus, permettant ainsi à quiconque de reproduire et de diffuser certains reportages et certaines images de la chaîne sans avoir rien à payer, ni même à demander la permission. Mais plus que cela, c'est semble-t-il sa réactivité qui a permis à Al-Jazeera de s'imposer, grâce à la mobilisation de la majeure partie de ses équipes sur cet évènement, proposant la diffusion d'un véritable flux d'images continues instantanées, des directs quasi-permanents et des informations exclusives. Ce qu'aucune autre chaîne ne pouvait financièrement et humainement se permettre.



Contexte, concurrence et censure

La prise en compte des seuls facteurs internes ne suffit pas à expliquer le succès de la chaîne : il faut également tenir compte de la concurrence, du contexte et des réponses apportées par les gouvernements. L'absence notable et critiquée des principales chaînes d'informations internationales, en particulier américaines, a laissé le champ libre à la chaîne qatarie. Elle en a profité pour attirer internautes et téléspectateurs à la recherche d'informations. Le site en anglais a vu son audience augmenter de 2 000 %, dont 60 % provenant des Etats-Unis.

Sur le plan régional, Al-Jazeera a pu profiter de son statut de chaîne la plus populaire, sans commune mesure avec sa principale rivale, Al-Arabiya (capitales saoudiens), ou avec d'autres chaînes étatiques arabophones comme TRT el-Türkiye (Turquie) ou Al-Alam (Iran). Et ce, sans même parler de la chaîne publique américaine arabophone Al-Hurra. De plus, le fait que le pouvoir égyptien ait décidé d'interdire la chaîne et de bloquer sa diffusion sur le satellite Nilesat a participé à la popularité médiatique d'Al-Jazeera, probablement plus en Occident que dans le monde arabe. Enfin, notons l'importance du contexte : si la couverture des conflits irakien, afghan ou israélo-palestinien était une remise en cause directe de la couverture occidentale, de son discours et de sa manière de rendre compte de ces conflits, rien de comparable en Égypte ou en Tunisie puisque, dans l'ensemble, il existait un certain consensus sur la manière de traiter l'événement.

Al-Jazeera dans la cour des grands ?

Ce n'est pas tant une « révolution Al-Jazeera » qui s'est révélée avec ce « Printemps arabe », au même titre que les mouvements contestataires iraniens de 2009 ne se limitent à Twitter, ou les révoltes de janvier en Tunisie à Facebook. C'est plutôt la tardive reconnaissance par ses pairs occidentaux de l'influence et de l'importance de la chaîne dans le paysage médiatique mondialisé. Elle entre dans le cercle fermé des principales chaînes d'informations internationales. Si ce statut était déjà effectif pour de nombreux observateurs et pour les millions de téléspectateurs arabophones, le consensus devient universel.

Reste à voir si celui-ci se stabilisera ou évoluera, et, surtout, si Al-Jazeera réussira à ne pas se faire happer par la « circulation circulaire de l'information » (Bourdieu) dont elle avait jusqu'ici réussi à se préserver.

* * *



La fin de l'aristocratie du Web

*Par Adrien Gévaudan
Consultant en intelligence économique*

Les événements que connaît le monde arabe depuis trois mois ont mis en vedette le rôle joué par les réseaux sociaux, tant dans la communication des personnes que dans la coordination des actions collectives. Cette innovation, encouragée par les entreprises et médias occidentaux et en parallèle du rôle militant d'Al-Jazeera, dépendait du développement technique du Web. D'abord anarchique puis aristocratique, il est aujourd'hui aux portes de la démocratie. Pour autant, tout est-il parfait dans le monde du Web 2.0 ?

Il était une fois un monde cybernétique, archaïque et protéiforme, il a été *a posteriori* appelé « Web 1.0 », et était majoritairement composé de pages personnelles et autres forums. Mais cet espace non-réglementé a souffert des initiatives liberticides de quelques entrepreneurs, bien plus qu'il n'a pu jouir de véritables innovations technologiques. Le Web fonctionne de la même façon qu'aujourd'hui (même si certains langages ont pris de l'importance) ; ce qui a changé, c'est l'accessibilité croissante à des technologies autrefois restreintes.

Les communautés du Web 1.0

Aujourd'hui, les « réseaux sociaux » se multiplient et constituent le socle du Web 2.0. Généralistes ou spécialisés, ils affirment rapprocher les gens et leur permettre d'échanger efficacement. Or, un jeune-vieux de la vieille, comme l'auteur de ces lignes, ne peut manquer d'être frappé par la différence dans l'usage social du Web tel qu'il était et du Web tel qu'il est.

Quiconque a connu l'époque des forums spécialisés, rassemblant de véritables cohortes d'individus partageant une passion pour un sujet, quiconque a vécu ces débats passionnés autour d'un point de détail, où des pages et des pages d'interventions s'enchaînaient sans que le noeud gordien ne soit tranché, quiconque a expérimenté ce Web esthétiquement moche et philosophiquement beau doit se désoler devant l'état actuel de la « scène », car du temps où Mark Zuckerberg avait encore de l'acné, l'individu ne s'inscrivait que dans le cadre de la communauté. Quelques requêtes sur différents moteurs de recherche (oui, il fut un temps où Google ne dominait pas outrageusement le marché) et l'on était mis en contact avec d'autres internautes partageant les mêmes centres d'intérêt.

La masse d'informations n'avait pas encore atteint un seuil critique. Si quelqu'un rencontrait un problème dont les autres connaissaient la solution, il pouvait recevoir un rapide message expliquant la marche à suivre. Au sein du Web 1.0, les communautés étaient au centre du cyberspace. Bien souvent, un individu n'était reconnu que par son appartenance à un certain courant. Ce système ne permettait pas seulement à l'individu de grandir (en compétence technique et en réputation) : la communauté grandissait avec lui.



Cette dernière, centrée sur une thématique et cherchant l'accumulation de connaissances, passait avant les préoccupations individuelles, presque dans un esprit de ruche. Bien entendu, tout n'était pas rose dans ce Web naissant : impunité, insécurité, cybercriminalité. Cependant, il existait une forme d'honnêteté dans la façon dont se constituaient les groupes et les idées. La recherche de connaissance animait réellement les acteurs de ce Web archaïque. L'amoralité, au sens d'émancipation de tout « *Diktat* » (fut-il justifié), était la norme officieuse. Les règles existaient pour être enfreintes, les identités étaient multiples et les inimitiés foisonnaient. Ensuite vint le Web 2.0.

La révolution du Web 2.0

En soi, ce qui est appelé « Web 2.0 » ne représente que le développement de quelques réalisations du Web 1.0. Le vrai changement depuis quelques années est la démocratisation de ce qui était auparavant un domaine réservé. Chacun peut, aujourd'hui, créer un site internet sans posséder de connaissances techniques. Tout le monde peut construire sa propre communauté au travers des fameux réseaux sociaux. Quelques clics suffisent.

Fondamentalement, l'évolution du Web a replacé l'individu au coeur du cyberspace. L'émergence des réseaux sociaux a favorisé l'atomicité des acteurs. Il n'est plus de communauté qui ne soit individuelle. Le « je » est au centre de ma communauté, de même qu'à la périphérie de ceux qui me sont connectés. Cette néo-révolution a mis fin à l'aristocratie du Web, au sens de gouvernement de la connaissance, pour instaurer une démocratie sans objet. Plus d'éducation du néophyte par l'expert, du « n00b » (image du débutant naïf) par l'« élite » (référence technique et charismatique). Aujourd'hui, ne demeurent que les stériles préoccupations autocentrées.

Le rapport à l'Internet s'est personnalisé. Il repose sur l'exhibition du Moi et la contagion des émotions. Ce Web autocentré a tué un certain rapport à l'autre pour instaurer la dictature du réseau personnel. L'idéologie des premières heures, axée autour de la connaissance, s'est effacée devant l'émotivité narcissique et apolitique.

Identité numérique ou anonymat authentique

Les mouvements révolutionnaires que connaît le monde arabe introduisent l'engagement politique au sein de comportements sociaux individualisés. L'utilisation des réseaux sociaux, comme Twitter ou Facebook, semble contredire ce qui précède et laisse présager une évolution du rapport à l'Internet. De fin en soi, le réseau peut redevenir moyen d'action. Pourtant, cette utilisation politique de l'Internet pourrait bien être étouffée dans l'œuf.

Deux idéologies se contredisent : l'identité numérique, « à la Facebook », où tout est (sur le) réseau, et l'anonymat authentique, « à la 4chan », où tout est idée. Incarnées par leurs charismatiques fondateurs, respectivement Mark Zuckerberg et Christopher Poole, ces idéologies pourraient s'affronter demain.

Le premier est convaincu de la nécessité de réglementer le cyberspace, notamment sur le plan de la signature numérique afin qu'il réponde aux mêmes codes que le monde réel. Chacun sera dans la « vraie vie » et dans le cyberspace (où il aura le plus grand mal à effacer ses traces) et si vous ne faites rien de mal, pourquoi vous cacher ? Le second, créateur du site 4chan.org, forum où



tout repose sur l'anonymat de ses utilisateurs, prône le droit au secret de l'identité. Il fait confiance aux processus d'auto-sélection démocratique des meilleures idées. On se doute que l'un ou l'autre choix aura des conséquences sur les capacités qu'auront les services de l'État de repérer (voire d'anticiper ou d'infiltrer) les réseaux activistes.

Les révolutions 2.0 nous rappellent que nous approchons d'un embranchement. Nos sociétés seront-elles des espaces de liberté et d'échange, où l'Internet jouera le rôle de tribune démocratique ? Ou bien va-t-on entrer dans le monde de la surveillance assistée par réseaux sociaux ? Le choix n'est pas moins politique que les revendications des manifestants.

* * *



Les premières leçons des cyber-révoltes

Par François-Bernard Huyghe, chercheur à l'IRIS

Comme l'a montré ce numéro, tout interfère : causes traditionnelles (chômage, corruption, manque d'avenir, autocrates sur qui se concentrent les ressentiments) plus amplificateurs (médias sociaux permettant de savoir à la fois ce que ne peut plus cacher l'État et ce que pensent déjà les citoyens), nouveaux médias comme médias « traditionnels » (dont les TV par satellite) et la rue, vecteur de nouvelles et mots d'ordre, les communautés virtuelles et les foules en chair et en os, parfois contre plomb et fer, et enfin ce qui se passe sur place et l'image vue de la planète (dont les pays frères arabes, impatients d'imiter leurs voisins).

En Libye, du reste, très peu équipée en numérique, avec la guerre civile, on redécouvre comme au Kosovo en 1999, que la télévision sert pour diaboliser, exhiber ses « victimes civiles » et montrer des pancartes en anglais comme « *Pourquoi tuez-vous nos femmes et nos enfants ?* » aux chaînes étrangères...

Quelques indices, pourtant, de changements

Les vieilles structures d'autorité sont menacées. L'État, le « fort » ne peut plus régner ni par censure, ni par monopole de l'agenda, ni par occupation spectaculaire des médias traditionnels. Le « faible » impose sa territorialité (impossible de fermer la Nation aux flux d'information de ou vers l'extérieur, impossible de contrôler à l'intérieur). Il impose sa temporalité : les consignes des dissidents vont plus vite que les forces dites de l'ordre. Les foules fonctionnent en « essaim », tantôt dispersé, tantôt convergent. Expression des idées, contagion des images, imitation des luttes, invention des résistances, imprévisibilité des initiatives... : l'anonyme reprend la main. Il est conscient du rôle qu'on joué les vecteurs (blogs, Facebook, Twitter..) ou les terminaux (le téléphone dans la main, à la place du pavé).

Car se pose aussi la question de la viabilité des mouvements « 2.0 » : quelles contre-mesures préparent les pouvoirs instruits par l'expérience ? N'utiliseront-elles pas à leur tour les technologies pour surveiller et perturber les réseaux d'opposants, les tracer, les infiltrer, les surveiller, les punir ? Quel sera le prochain épisode de la lutte de l'épée et du bouclier numériques ?

Qui dit viabilité dit continuité : des outils utiles pour dénoncer les crimes du pouvoir ou rassembler des foules indignées peuvent-ils aider à la formation d'un espace public ? Que faire, quand « tous » ont chassé « Un » ? Après avoir vidé les « *banques de la colère* » (Sloterdijk) comment construire un État de droit ? Des médiations plus traditionnelles partis, clubs de recherche et de réflexion, syndicats, corps intermédiaires, voire programmes et idéologies... sont sans doute nécessaires. Reste la question de représentativité : les foules « intelligentes » qui inventent ces actions par et à travers le cyberspace sont une fraction, sans doute jeune, ni la plus pauvre ni la moins éduquée, de la population. Pas la volonté nationale. Les avant-gardes devront se souvenir que leurs mandants vivent « dans la vraie vie ».



Glossaire

Facebook :

Réseau social sur Internet créé en février 2004. Facebook permet à chacun de ses utilisateurs d'interagir avec ses « amis ». Il est possible de mettre des photos, des vidéos, des liens, des commentaires... mais aussi de participer à des événements. Il y aurait actuellement plus de 600 millions d'utilisateurs à travers le monde, soit près de 10 % de la population mondiale.

Site : www.facebook.com

Twitter :

Service de microblogage sur Internet lancée en juillet 2006. Twitter permet de bloguer grâce à des messages courts (140 caractères maximum) appelés « Tweet ». Il est possible de suivre des comptes à distance et de se tenir au courant de l'activité d'une personne. Un individu peut ainsi devenir un leader d'opinion et influencer (in)directement une politique, fusse-t-elle étatique.

Site : fr.twitter.com

Al-Jazeera :

Chaîne d'information internationale basée au Qatar lancée en novembre 1996. Al-Jazeera est diffusée dans le monde entier sur deux canaux : le premier en arabe, le second en anglais (depuis 2006). Al-Jazeera se définit comme une chaîne de télévision neutre qui encourage la controverse et l'échange de points de vue opposés.

Site : english.aljazeera.net

* * *

L'Observatoire Géostratégique de l'Information

Sous la direction de François-Bernard Huyghe et d'Eddy Fougier, cet observatoire a pour but d'analyser l'impact de l'information mondialisée sur les relations internationales. Comprendre le développement des médias et de l'importance stratégique de la maîtrise de l'information. Il analyse, par exemple les rapports de force entre puissances politiques et économiques et les firmes qui contrôlent le flux des informations dans le Monde.

IRIS - Institut de Relations Internationales et Stratégiques

2 bis, rue Mercœur
75011 Paris - France
iris@iris-france.org

www.iris-france.org
www.affaires-strategiques.info